



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

## **Environnement - Extension des consignes de tri - Plan Boost ECT des éco-organismes Citeo/Adelphe - Candidature de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation**

Monsieur François VASQUEZ, Vice-Président, rapporte :

La loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte d'août 2015 a fixé des objectifs ambitieux en matière de recyclage matière, en imposant notamment une généralisation de l'extension des consignes de tri des emballages ménagers à l'ensemble des emballages plastiques à l'horizon 2022.

Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée résolument dans l'amélioration des performances de tri, en particulier des emballages ménagers en procédant à l'agrandissement et à la modernisation de son centre de tri DEMETER. Cette opération a également été l'occasion de prendre en compte l'extension des consignes de tri à tous les emballages, avec deux années d'anticipation sur l'obligation réglementaire. Au terme de ces travaux, l'installation a été remise en service début janvier 2020.

Simultanément, les habitants de la Métropole se sont donc vus proposés une simplification de leur geste de tri selon deux phases consécutives, d'abord en septembre 2019, concernant 17 communes, puis en janvier 2020, pour les 14 communes restantes. Depuis, sont ainsi à déposer dans les bacs (ou sacs) jaunes, en plus des papiers et des emballages ménagers déjà autorisés (cartons, briques, métal, aluminium, bouteilles et flacons en plastique), tous les autres emballages plastiques, vidés, non lavés (barquettes, pots, blisters, films, ...). Ces apports complémentaires dans le bac de tri sont estimés à 2 kg de résines plastiques supplémentaires triés par habitant et par an, avec en outre un effet d'entraînement sur les autres matériaux.

L'extension des consignes de tri a fait l'objet d'un vaste plan d'accompagnement et de sensibilisation des usagers comprenant :

- Un état des lieux du tri des déchets recyclables secs en bacs ou sacs jaunes ;
- Une stratégie pour l'amélioration des moyens de pré-collecte, afin de permettre au plus grand nombre d'accéder dans les meilleures conditions possibles au geste de tri dans un contexte de simplification des consignes ;
- Un plan de communication et de sensibilisation permettant de mobiliser les habitants déjà trieurs vers le nouveau geste, mais aussi d'engager de nouveaux habitants au geste de tri du fait de la simplification du message (« *tous les emballages se trient* »).

Au terme de ces deux premières années, le bilan tiré de l'extension des consignes de tri montre toutefois un déficit dans l'atteinte des performances attendues et une augmentation sensible du taux des refus qui est passé de 25 % à 30 %, dépassant même régulièrement cette valeur.

Ce phénomène n'est toutefois pas propre à Montpellier Méditerranée Métropole, conduisant les éco-organismes CITEO/ADELPHE à engager un plan d'actions pour améliorer les performances de tri et valorisation. Afin d'améliorer la situation dans ces territoires, et conformément à leur cahier des charges d'agrément 2018-2022, CITEO/ADELPHE souhaitent proposer aux collectivités volontaires un accompagnement renforcé dédié à l'Extension des Consignes de Tri au travers d'un projet d'amélioration.

Celui-ci intégrera notamment une phase d'assistance à la définition d'un plan d'action et une phase de mise en œuvre opérationnelle. Cet accompagnement dénommé « Plan Boost ECT » prévoit d'accompagner les collectivités à l'amélioration des performances de recyclage, *a minima* sur le flux contenant les plastiques, à travers des actions simples et efficaces, un plan de communication et des actions correctives sur le dispositif technique. Les actions éligibles aux financements de CITEO/ADELPHE devront consister à relancer *a minima* l'information auprès de l'ensemble des usagers au travers d'un panel d'indispensables de communication. Le plan d'action pourra également inclure des actions correctives sur le dispositif de pré-collecte, destinées exclusivement aux emballages légers, et justifiées au regard de l'objectif d'amélioration des performances de recyclage des plastiques, en lien avec des actions de communication.

Pour ce faire, Montpellier Méditerranée Métropole sera accompagnée par un tiers dédié désigné et entièrement financé par CITEO/ADELPHE et les interlocuteurs régionaux habituels CITEO/ADELPHE. Il réalisera un état des lieux et un diagnostic précis de son dispositif technique et de ce qui a été réalisé en matière de communication à l'habitant. Montpellier Méditerranée Métropole se basera ensuite sur cet état des lieux et ce diagnostic pour élaborer le plan d'action qu'elle présentera à CITEO/ADELPHE. Les actions rattachées aux objectifs seront assorties d'un calendrier de mise en œuvre et d'une liste prévisionnelle des dépenses correspondantes, assortie d'un courrier d'engagement de la Collectivité à disposer des budgets et des moyens correspondants. Ces actions devront être mises en œuvre et achevées dans un délai global de 17 mois maximum à compter de la réunion de lancement.

CITEO/ADELPHE financera l'opération sur la base d'un taux de financement de 60 % des dépenses éligibles validées par Citeo, dans la limite d'un plafond correspondant à 1 € par habitant (sur la base de la population – INSEE 2017).

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver la candidature de Montpellier Méditerranée Métropole au « Plan Boost ECT » lancé par CITEO/ADELPHE tel qu'exposé ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-183132-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.